

<http://www.pressegauche.org/Partie-de-poker-autour-du-petrole-au-G20>



Partie de poker autour du pétrole au G20

- Économie - International -



Publication date: mardi 4 décembre 2018

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Pour une fois, ce n'est pas lors de la réunion de l'OPEP mais lors du sommet du G20 à Buenos Aires que risquent de se discuter les arbitrages futurs sur le pétrole. Alors que le prix du brut est passé en dessous de 50 dollars, Donald Trump est décidé à profiter de son ascendant pris sur Riyad à la faveur de l'assassinat de Khashoggi pour imposer ses vues.

30 NOVEMBRE 2018 | tiré de mediapart.fr

Il y a moins de deux mois, le baril de pétrole était à plus de 80 dollars et déjà des analystes prédisaient qu'il allait très rapidement franchir le seuil symbolique des 100 dollars. Jeudi 29 novembre, le baril de WTI (*West Texas Intermediate*) qui sert de référence sur le marché américain est passé sous la barre des 50 dollars. Le Brent, le pétrole de référence pour l'Europe, est en train de suivre sa trace, approchant lui aussi la barre des 50 dollars.

« *C'est le pire mois pour le marché pétrolier depuis la crise financière* », [relèvent des spécialistes du marché pétrolier](#) . Alors qu'une réunion de l'OPEP doit se tenir le 6 décembre à Vienne, les spéculations vont bon train pour savoir les mesures que pourraient prendre les pays du cartel pétrolier pour endiguer la chute des cours, liée à une surproduction évidente. Pourtant, de [l'avis des connaisseurs du monde pétrolier, cette fois-ci, ce n'est pas à la réunion de l'OPEP mais lors du sommet du G20](#) qui se tient à Buenos Aires à partir du 30 novembre que pourraient se prendre les arbitrages futurs pour le pétrole.

Lors de ce sommet, Donald Trump, Vladimir Poutine et Mohammed ben Salmane doivent s'y retrouver. À eux trois, leurs pays représentent plus du tiers de la production mondiale pétrolière. De leurs désaccords ou de leur capacité de s'entendre va dépendre la suite pour le monde pétrolier.

Un homme est au centre des tentatives d'attraction entre la Russie et les États-Unis : le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane, qui fera sa première grande sortie officielle depuis l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi. [Maintiendra-t-il l'alliance qu'il a passée de facto avec la Russie depuis 2015 pour limiter la production ou contrôler le marché pétrolier ?](#) Ou cédera-t-il aux sirènes de Donald Trump, qui lui offre la protection de la Maison Blanche ?

C'est une des conséquences inattendues de l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi. [En dépit des nombreux indices fournis, y compris par la CIA](#), Donald Trump refuse de reconnaître l'implication du prince héritier saoudien, Mohammed ben Salmane, dans ce meurtre. Mais en contrepartie, Donald Trump exige de Riyad qu'il soutienne ses objectifs de baisse des prix du pétrole.

« *Le président Trump milite pour garder des prix bas pendant longtemps et, maintenant, il a un levier politique pour y parvenir* », constate la société Petromatri, spécialiste du monde pétrolier. « *C'est une décision politique. La dernière chose que les Saoudiens veulent en ce moment est de prendre le risque de déplaire à Trump* », [explique de son côté un responsable de l'OPEP](#).

Pour s'attirer la bienveillance du président américain, qui veut à tout prix des prix pétroliers bas pour soutenir l'économie américaine, l'Arabie saoudite envoie tous les signaux d'allégeance. En novembre, Riyad a accepté d'augmenter sa production de plus de 1 million de barils par jour - un record -, en dépit des signes de surproduction manifeste.

Vendredi 23 novembre, alors que le cours du brut s'effondrait de plus de 8 % en une seule séance, Donald Trump se félicitait de cette chute *brutale, qu'il voit comme favorable à l'économie américaine*. Dans un de ces tweets dont il a le secret, il s'en attribuait même l'essentiel du mérite : « Les prix du pétrole baissent. Formidable ! Une grande réduction de taxes pour l'Amérique et le monde. Profitez-en. 54 dollars. Il était à 82 dollars. Merci à l'Arabie saoudite. Mais il faut que cela aille encore plus bas. »

La capacité de Donald Trump de peser sur les décisions de Riyad pourrait cependant n'être que très momentanée. Le président américain a fait le pari que le scandale de l'assassinat de Jamal Khashoggi s'effacerait très rapidement. Erreur. Les sénateurs américains, y compris les républicains, intensifient les pressions pour que des sanctions notables soient prises contre le pouvoir saoudien, à commencer par MBS, vers qui tout converge s'agissant de l'assassinat de Jamal Khashoggi.

De plus, le président américain a oublié que les États-Unis figurent désormais comme le premier ou un des tout premiers pays producteurs pétroliers. En dix ans, les producteurs de gaz et d'huile de schiste américains ont développé l'équivalent de la production de la Russie. Au fil des jours, ceux-ci [se montrent de plus en plus pressants pour en finir avec un prix de pétrole beaucoup trop bas](#), par rapport à leur endettement parfois stratosphérique. Et leurs récriminations, épaulées par le monde financier, qui redoute d'essuyer d'importantes pertes si la baisse se poursuit, commencent à trouver de nombreux relais auprès des élus.

La donne n'est guère différente pour Riyad. Même si le gouvernement saoudien veut bien faire quelques concessions pendant un temps à Donald Trump, il ne peut se permettre de laisser le marché pétrolier en chute libre. [La baisse des cours ces dernières années lui a déjà coûté très cher](#) : ses réserves de change ont diminué d'un tiers en quatre ans, pour tomber à 500 milliards de dollars. L'Arabie saoudite estime avoir besoin d'un cours du pétrole entre 70 et 80 dollars le baril pour réduire ses déficits budgétaires et pouvoir payer sa grande transition économique, décidée justement par MBS, qui vise à l'horizon de 15 ans à sortir le pays du tout-pétrole. Mais à plus court terme, c'est aussi son statut de grand ordonnateur du marché pétrolier mondial qui risque d'être remis en cause, s'il laisse les choses se dégrader.

Car le marché pétrolier se retrouve dans la même situation qu'en 2014, quand le baril était déjà en dessous de 50 dollars : il croule sous les excès de production et les stocks. Anticipant les sanctions américaines prises contre l'Iran - qui produisait quelque 3,5 millions de barils par jour -, les pays producteurs ont commencé dès juin à augmenter leur rythme d'extraction. Ces derniers mois, l'Arabie saoudite a mis un volume de 11 millions de barils par jour sur le marché. La Russie a porté sa production à plus de 11 millions de barils par jour elle aussi, devenant le premier fournisseur mondial, à égalité avec les États-Unis.

Mais le contre-coup des sanctions iraniennes a été moins important que prévu. Lors de l'entrée en vigueur de l'embargo sur l'Iran, le 6 novembre, le gouvernement américain a décidé que neuf pays, dont la Chine et l'Inde, gros importateurs de pétrole, pourraient continuer de s'approvisionner auprès de Téhéran. Le pétrole iranien continue donc de circuler en quantité importante sur les marchés. Mais le vrai facteur qui a surpris tout le monde est le ralentissement économique mondial, beaucoup plus fort qu'anticipé. Chine, pays émergents, Europe..., il y a partout les signaux d'une nette décélération de l'activité. Les derniers chiffres indiquent une baisse de 2 % du commerce mondial. Avant le sommet du G20, le Fonds monétaire international (FMI) a de nouveau insisté sur le fait que la situation économique « *risquait de se dégrader très rapidement* ».

Cette baisse de la demande n'a pas été prise en compte par les pays producteurs, qui continuent à extraire tant et plus. Résultat : les stocks enflent à vue d'oeil. Et les prix s'effondrent.

Lors de la chute de 2014, l'Arabie saoudite s'était entendue avec la Russie pour maîtriser la production. Bien que non membre de l'OPEP, [la Russie avait accepté de couper dans sa production, afin de faire remonter les prix](#).

L'accord avait été par la suite reconduit de six mois en six mois jusqu'aux sanctions iraniennes, même s'il semble que les producteurs russes dépassaient en douce les quotas annoncés.

Aujourd'hui, l'Arabie saoudite se retrouve devant un dilemme : soit militer pour une reprise de la politique de réduction de l'OPEP, au risque de provoquer la colère de Donald Trump, soit ne rien faire, au risque de se heurter à tous les autres membres de l'OPEP, voire de faire éclater le cartel.

Riyad tente de ménager les apparences. Lors des premières approches, les pays membres du cartel ont demandé à ce que Riyad, considéré comme le fauteur de troubles, soit celui qui fasse le plus d'efforts dans la réduction du volume de pétrole. [En réponse, l'Arabie saoudite a suggéré que le cartel diminue sa production sans vraiment le dire](#) : il s'agirait en quelque sorte de revenir à la situation antérieure à celle des sanctions contre l'Iran. Déjà, le ministre saoudien du pétrole a prévenu que la production saoudienne diminuerait d'au moins un million de barils par jour en décembre, afin de stabiliser le marché.

Reste à voir ce que la Russie est prête à concéder. Mercredi, Vladimir Poutine a indiqué qu'un baril à 60 dollars lui convenait très bien. Compte tenu de la dévaluation du rouble, Moscou peut en effet supporter un prix plus bas, sans avoir à sacrifier une trop grande partie de sa production. En d'autres termes, les Russes ne semblent plus décidés à faire des efforts importants aux côtés de Riyad pour stabiliser le marché pétrolier.

Mais, dans le même temps, se demandent des observateurs, Vladimir Poutine a peut-être envie de briser l'influence de Donald Trump sur le marché pétrolier, en apportant son soutien à Riyad, quitte à accepter une baisse momentanée de la production pétrolière russe.

C'est cette partie de poker discrète qui risque de se jouer dans les coulisses du G20 de Buenos Aires.